

Plan du site
Nouveau
Pourquoi une marche?
Revendications
Actions
Pays et groupes participants
Comment y participer
Organisation mondiale
Bulletins de liaison
Communiqués
Babillards et hyperliens
Archives
Qu'est-ce que la FFQ?
Contactez-nous



BONNES RAISONS DE MARCHER



En

Es

**Bulletin spécial portant sur la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000**  
**Montréal, Québec, Canada**  
**16, 17, 18 octobre, 1998**



- [En marche vers l'an 2000 !](#)
- [Foire féministe : un rêve à partager](#)
- [Les déléguées unissent leurs voix et font front commun](#)
- [En filigrane](#)
- [Revendications mondiales](#)
- [Agissons pour faire entendre la voix des femmes](#)
- [Le comité de liaison international](#)
- [Elles étaient des centaines](#)
- [Un moment pour nous dans l'histoire de la solidarité](#)
- [Une expérience d'accueil](#)
- [Moments privilégiés avec nos invitées](#)
- [Solidarité avec les femmes du monde entier](#)
- [Et maintenant où allons-nous](#)
- [Reportages](#)
- [Collaborations](#)

Bulletin spécial portant sur la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000  
 Montréal, Québec, Canada  
 16, 17, 18 octobre, 1998

**En marche vers l'an 2000 !**

*À l'initiative de la Fédération des femmes du Québec, les 16, 17 et 18 octobre 1998, les groupes de femmes du Québec (Canada) accueillait 140 déléguées de 65 pays. Des femmes venues de tous les continents, parlant des langues diverses et vivant des situations bien différentes... Vous trouverez ailleurs en ces pages des articles sur cette rencontre mémorable.*

Ce qui nous unissait : le grand projet d'une Marche mondiale des femmes en l'an 2000. Une Marche pour lutter contre la pauvreté qui accable tant de femmes et pour en finir avec les violences qu'elles subissent. Une Marche contre les vautours de la finance, sans cœur et sans morale, qui affament des peuples entiers. Une Marche contre les

tenants du patriarcat qui nient les droits humains, démocratiques et sociaux des femmes. Une Marche pour affirmer notre force, notre solidarité et notre détermination à changer le monde.

Nous, femmes du monde, avons une longue route à parcourir pour arriver à bon port. Ce sera une route parfois sinueuse, parsemée d'embûches. Par exemple, la diversité qui existe au sein du mouvement des femmes nous fascine mais elle pourrait aussi être source de désunion. Nos moyens restreints nous obligeront souvent à communiquer par lettre, par fax ou sur Internet alors que nous souhaiterions nous rencontrer pour mieux échanger. Nos cultures, nos ressources, nos habitudes organisationnelles sont différentes. Mais nous possédons une richesse inestimable : notre nombre, notre volonté d'aboutir, notre confiance en nous-mêmes.

Il nous reste des revendications à préciser, un plan d'action à finaliser, des stratégies à développer. Nous voulons qu'au lendemain de cette Marche historique, les femmes du monde entier aient réalisé des gains réels, qu'elles aient posé les jalons pour un monde meilleur et qu'elles aient jeté les bases d'un projet de société fondé sur les valeurs qui nous sont chères : l'égalité, la justice sociale, la paix.

C'est donc dès maintenant que nous devons " commencer à marcher ". D'abord, en discutant du projet avec nos groupes, ensuite, en diffusant partout les informations, en préparant des actions dans nos pays, et puis, en nous coordonnant pour l'organisation d'un grand rassemblement mondial.

La Fédération des femmes du Québec, en collaboration avec tout le mouvement des femmes d'ici, s'engage à mener le projet à bon port. Nous nous engageons à réaliser la Marche mondiale avec les femmes de tous les pays participants, solidairement et démocratiquement. Ensemble, nous pouvons l'organiser, ensemble, nous la réaliserons !

*Françoise David*  
Présidente  
Fédération des femmes du Québec



---

Bulletin spécial portant sur la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000  
Montréal, Québec, Canada  
16, 17, 18 octobre, 1998

### **Foire féministe : un rêve à partager**

*En cette matinée du 16 octobre 1998, les femmes étaient nombreuses à envahir le Centre Pierre-Charbonneau pour assister à la Foire féministe d'éducation populaire. Cet événement se voulait un prélude à la rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000. Femmes de partout, elles sont venues pour se connaître, échanger et surtout pour parler de ce rêve, de cette utopie que toutes souhaitent transformer en réalité. Par cette superbe journée*

*automne, l'effervescence régnait alors que les visiteuses s'empressaient de profiter au maximum des nombreuses activités offertes pour l'occasion.*

Le coeur de la Foire féministe d'éducation populaire était constitué par la présence de plusieurs groupes de femmes du Québec et d'ailleurs. Les exposantes regroupées par thème, soit santé, pauvreté, violence, syndicats et autres, tenaient des kiosques d'où elles présentaient au public les outils d'éducation populaire développés par leurs organisations. Cette première prise de contact avec des féministes engagées a suscité beaucoup d'intérêt et a permis un échange favorable à une meilleure compréhension des différents visages de la pauvreté et de la violence qui touchent les femmes du monde entier.

La Foire a également donné lieu à la tenue d'une table ronde télévisée sur le thème "Le féminisme est-il mort ? " De prime abord, le sujet détonnait étrangement dans ce lieu qui réunissait un bon nombre des 140 déléguées venues de soixante-cinq pays pour discuter d'un important projet qui vise l'amélioration du sort de leurs consœurs. Cependant, dès le début de la discussion, les différentes perceptions et interprétations du mot "féminisme" sont venues alimenter le débat, souvent passionné, pour finalement amener les participantes à cheminer les unes vers les autres et à se reconnaître comme alliées autour d'une même cause "féministe".

Tout au long de la journée, les participantes ont eu l'occasion de s'informer et de discuter des différents enjeux. Les ateliers par exemple portaient des titres très évocateurs tels, "Femmes, violence et psychiatrie", "Traditions et droits des femmes", "Décoder l'image des femmes dans la publicité". Indépendamment du sujet traité, les débats ont été animés et constructifs et auguraient bien pour les deux journées de réunion à venir.

Plusieurs déléguées internationales ont pu profiter d'une visite guidée de la ville offerte par le collectif d'animation urbaine L'autre Montréal. Pour l'occasion, le Collectif proposait une visite sur mesure de la ville, vue et expliquée par la lorgnette de l'histoire du mouvement féministe québécois qui a marqué, par sa vigueur, la vie communautaire et culturelle du Québec tout entier. Malheureusement, il a fallu choisir des activités, délaissant certaines autres aussi intéressantes, faute de temps.

Finalement, la journée a culminé avec un spectacle fascinant pour marquer l'ouverture de la rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale. Cette célébration en musique, en mouvements et en paroles se voulait un hommage à la démarche entreprise par les femmes du monde entier, rassemblées autour d'un même projet politique, nourries par le même rêve de bâtir un monde meilleur pour toutes et tous. Les poésies de nombreuses femmes-phares pour les résistantes de partout dans le monde ont servi de trame aux textes chantés, récités, criés, dansés par des interprètes très talentueuses. L'émotion palpable se reflétait dans la ferveur qui émanait de l'assemblée, force discrète de ces femmes unies, réunies pour réussir l'impossible, pour atteindre l'inaccessible étoile, pour croire en l'utopie.

*Sylvie Perras*



---

Bulletin spécial portant sur la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000

Montréal, Québec, Canada

16, 17, 18 octobre, 1998

### **Les déléguées unissent leurs voix et font front commun**

*Venues d'aussi loin que du Chili, de l'Angleterre et des Philippines, les déléguées à la première rencontre visant à préparer la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 sont parvenues, malgré la diversité d'opinions et les différences culturelles, à s'entendre sur les principales revendications que porteront les milliers de femmes qui participeront à la Marche.*

*S'il a été possible d'adopter ainsi près de 25 revendications visant à réduire la pauvreté et la violence qui touchent les femmes des quatre coins du monde, c'est que les organisatrices de la rencontre avaient soigneusement préparé le déroulement de la fin de semaine. Tout avait été mis en œuvre pour permettre une participation pleine et entière de chacune. Les documents étaient disponibles en trois langues, un service d'interprétation simultanée permettait à toutes de suivre les débats en plénière, les repas avaient lieu sur place pour que les femmes aient le temps d'échanger entre les périodes de travail et quelques ordinateurs avaient même été installés pour que les intéressées puissent accéder à Internet pendant la durée de la rencontre.*

### **Un samedi pas comme les autres**

Dès le samedi matin, le discours d'accueil prononcé par la présidente de la Fédération des femmes du Québec, Françoise David, ne laissait aucun doute sur le sérieux de l'exercice. Les organisatrices souhaitaient que la rencontre permette aux déléguées de prendre conscience des réalités de chacune. Il en ressortirait, croyaient-elles, le désir commun d'unir leurs voix pour revendiquer des changements favorables à toutes. Le résultat a dépassé leurs attentes.

En effet, samedi matin, il fallait voir les femmes se rendre une après l'autre au micro pour expliquer ce qui avait motivé leur décision de se joindre au projet de la Marche. Le samedi après-midi, en atelier, il fallait entendre avec quelle conviction elles défendaient les revendications des femmes de leurs pays. Mais, autant elles souhaitaient provoquer des changements au sein même de leur pays respectif, autant elles tenaient à unir leurs efforts à ceux des femmes vivant dans d'autres régions du globe.

### **Émotions fortes**

Le retour en plénière après des heures de discussion en atelier a constitué l'un des moments forts de la fin de semaine. Pendant que les animatrices de l'assemblée attendaient d'avoir en main tous les documents nécessaires à la poursuite des débats, quelques femmes

se sont mises à chanter pour alléger l'atmosphère. Plusieurs délégations régionales ont suivi leur exemple et ont chanté en chœur, encouragées par le reste des femmes présentes. Puis sont arrivés les documents tant attendus. L'ancienne présidente de l'Association des femmes autochtones du Québec, Michèle Rouleau, a pris la parole et a livré un vibrant plaidoyer. "Nous, les femmes réunies à la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, proclamons notre solidarité à l'égard des nôtres qui sont bafouées, exclues, privées de toute dignité et qui doivent vivre dans des conditions inhumaines", a-t-elle commencé, pour ensuite nommer des femmes en lutte à travers le monde. Chacun des noms qu'elle a mentionnés a provoqué de forts applaudissements de la part des déléguées.

Ensuite, le long processus d'adoption par consensus de chacune des revendications reformulées s'est amorcé. Ayant compris que la question de la reconnaissance des droits des lesbiennes risquait d'être la plus délicate de toutes, les animatrices avaient choisi de la soumettre à l'assemblée dès le début de l'après-midi. Comme prévu, le consensus a été difficile à atteindre, mais des discussions animées et la recherche d'une proposition de ralliement ont permis aux déléguées de s'entendre. Quant aux autres revendications et propositions de scénarios d'actions, certaines ont suscité des commentaires de plusieurs participantes, mais toutes ont néanmoins été adoptées.

*Marie-Anne Poussart*



---

Bulletin spécial portant sur la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000  
Montréal, Québec, Canada  
16, 17, 18 octobre, 1998

### **En filigrane**

*En cette fin de siècle, les consensus dégagés à la suite des discussions de la Rencontre préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 témoignent de la solidarité et de la cohésion de la pensée féministe dans différents pays du monde. Ils ne rendent pas compte, cependant, de toute l'effervescence et du dynamisme du mouvement des femmes. Ils ne permettent pas non plus d'évaluer pleinement la richesse des échanges qui ont eu lieu ni de prendre la mesure des divergences exprimées.*

Tout d'abord, il convient de souligner l'enthousiasme et la quasi ferveur avec laquelle les déléguées ont entrepris leurs délibérations. Un point majeur à retenir: la qualité de l'écoute des unes et des autres. Chacune semblait attentive à la parole de l'autre, désireuse avant tout d'entendre et non pas uniquement d'émettre son point de vue personnel.

Le climat de confiance qui a découlé de cette attitude généralisée a permis, entre autres, aux voix minoritaires, comme celles des autochtones du Sud, de disposer d'un espace propice à l'expression de

leur propre réalité en ce qui concerne la pauvreté et la violence. La discrimination qu'elles subissent, ont-elles signifié, vient aussi de la part de femmes qui militent dans des groupes représentant la majorité et qui, la plupart du temps, les ignorent... Ce n'est là qu'un exemple de ce qui a pu se dire dans les ateliers et que nous avons rarement entendu ailleurs.

Quant aux questions qui se trouvent au cœur de nos revendications, la violence et la pauvreté, nous avons constaté des différences d'attitude en ce qui concerne ces notions elles-mêmes. La problématique de la violence faite aux femmes est admise partout comme une réalité omniprésente. Le consensus s'est fait rapidement, sans aucune équivoque, quant à la nécessité de s'attaquer à ce fléau.

Seule la revendication spécifique portant sur la violence exercée contre les lesbiennes a manifestement heurté de plein fouet des interdits culturels. Quoiqu'il en soit, il y a là une divergence d'opinions majeure que nous ne pouvions pas passer sous silence d'autant plus que, par ailleurs, cette revendication était le cheval de bataille de certains groupes de femmes.

Autre élément intéressant, plusieurs voix se sont élevées pour demander que notre action revendicatrice vise aussi les hommes qui (fallait-il le souligner ?) ne sont pas tous violents. Ces alliés, les hommes non violents, nous devrions, ont-elles dit, les reconnaître et les associer davantage à notre cause.

Par ailleurs, et contrairement à ce qui s'est passé avec la notion de violence, la notion même de pauvreté a été remise en question par certaines déléguées. Qu'est-ce que la pauvreté ? Qui peut définir ce qu'on entend par extrême pauvreté ? Le questionnement s'est poursuivi quant au lien proposé entre l'effacement de la dette et la démocratie. Quel que soit le régime en place dans un pays, est-ce que ce ne sont pas les femmes qui souffrent de pauvreté ?

Toutes s'entendent sur le fait que la présence des femmes est indispensable à tous les niveaux - local, national et international - pour contrer l'inertie et le manque de volonté politique face au problème de la pauvreté dans le monde. Nous pourrions ainsi nous assurer que le point de vue des femmes soit adéquatement pris en compte dans l'application de mesures propres à éliminer la pauvreté.

Nous ne pouvons passer sous silence la détermination des femmes présentes quant aux propositions concernant l'action revendicatrice elle-même. Là est la véritable force des femmes et le projet de la Marche vient canaliser cette énergie créatrice qui est la nôtre et qui sait se mettre d'emblée au service de la cause des femmes.

Somme toute, la prise de parole de ces féministes réunies autour du projet de la Marche mondiale en l'an 2000 a bien rendu compte de nos préoccupations actuelles. Cette solidarité manifeste dans la diversité est le signe incontestable d'une ère nouvelle dont sauront rendre compte les différents événements qui seront associés à la Marche elle-même partout dans le monde.

*Vivian Barbot Lymburner*



---

Bulletin spécial portant sur la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000  
Montréal, Québec, Canada  
16, 17, 18 octobre, 1998

## **Revendications mondiales**

*Les décisions prises lors de la Rencontre internationale se situent à trois niveaux : premièrement, les revendications amendées qui seront portées par les groupes des pays participants, deuxièmement les actions discutées en atelier (le texte sur les actions fournit à la fois des balises communes pour les actions mondiales et des exemples d'actions nationales) et finalement la formation d'un comité de liaison international.*

### **Pour éliminer la pauvreté, nous revendiquons:**

#### **1. La mise en place par tous les États d'une loi-cadre et de stratégies visant l'élimination de la pauvreté.**

Les États sont tenus de mettre en œuvre des politiques, programmes, plans d'action et projets nationaux de lutte contre la pauvreté incluant des mesures spécifiques pour éliminer la pauvreté des femmes et garantir leur autonomie économique et sociale à travers l'exercice de leur droit:

- à l'éducation;
- au travail avec une protection statutaire pour les travailleuses à la maison et dans les secteurs informels de l'économie;
- à l'équité et à l'égalité salariale au plan national et international;
- d'association et de syndicalisation;
- à la propriété et au contrôle de l'eau potable;
- au logement décent;
- aux soins de santé et à la protection sociale;
- à la culture;
- à la sécurité du revenu tout au long de la vie;
- aux ressources naturelles et économiques (crédit, propriété, formation professionnelle, technologies);
- à la citoyenneté pleine et entière dont, notamment, la reconnaissance de l'identité et l'accès aux documents la reconnaissant (carte d'identité);

- au salaire social minimum.

Les États doivent garantir, comme droit fondamental, la production et la distribution de la nourriture pour assurer une sécurité alimentaire à la population.

Les États doivent promouvoir, par des mesures incitatives, le partage des responsabilités familiales (éducation et soin des enfants, tâches domestiques) et adopter des mesures concrètes de soutien aux familles telles que des garderies adaptées aux horaires de travail des parents, des cuisines communautaires, des programmes de soutien aux devoirs et leçons, etc.

Les États doivent promouvoir l'accès des femmes à des postes de décision.

Les États sont tenus de ratifier et de respecter les normes du travail du Bureau international du travail (BIT). Ils doivent imposer le respect des normes nationales de travail dans les zones franches.

Les États et les organisations internationales sont tenus de prendre des mesures pour contrer et prévenir la corruption.

Tous les actes, toutes les lois, tous les règlements, toutes les positions des États nationaux seront évalués à la lumière d'indicateurs comme l'*Indicateur de la pauvreté humaine (PH)*, proposé dans le Rapport mondial sur le développement humain de 1997, l'*Indice de développement humain*, proposé par le Programme des Nations Unies pour le développement, l'*Indicateur sexospécifique de développement humain* (incluant un indicateur de représentation des femmes dans les postes de pouvoir), proposé dans le Rapport mondial sur le développement humain de 1995, et la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail concernant les droits des peuples autochtones.

## **2. L'application urgente de mesures comme:**

- la taxe Tobin, les revenus de cette taxe seront versés dans un fonds spécial :

- dédié au développement social;

- géré démocratiquement par l'ensemble de la communauté internationale;

- selon des critères de respect des droits humains fondamentaux et de démocratie;

- avec une représentation paritaire des femmes et des hommes;

- auquel les femmes (qui représentent 70 % des 1 milliard 300 millions de personnes vivant dans un état de pauvreté extrême) auront un accès prioritaire;

- l'investissement de 0,7 % du produit national brut (PNB) des pays

riches dans l'aide aux pays en voie de développement;

- le financement adéquat et la démocratisation des programmes des Nations Unies essentiels à la défense des droits fondamentaux des femmes et des enfants tels UNIFEM (Programme pour les femmes), le PNUD (Programme pour le développement) et UNICEF (Programme pour les enfants);

- la fin des programmes d'ajustements structurels;

- la fin des compressions et coupures dans les budgets sociaux et les services publics;

- le rejet du projet d'Accord multilatéral sur les investissements (AMI).

### **3. L'annulation de la dette de tous les pays du tiers-monde en tenant compte des principes de responsabilité, de transparence de l'information et d'imputabilité.**

Nous exigeons l'annulation immédiate de la dette des 53 pays les plus pauvres de la planète, en appui aux objectifs de la campagne *Jubilé 2000*.

À plus long terme, nous demandons l'annulation de la dette de tous les pays du tiers-monde et la mise en place d'un mécanisme de surveillance de la radiation de la dette qui veillera à ce que l'argent dégagé serve à l'élimination de la pauvreté et au bien-être de la population la plus affectée par les programmes d'ajustements structurels, dont les femmes et les fillettes constituent la majorité.

### **4. L'application de la formule 20/20 entre pays donateurs et pays récepteurs de l'aide internationale.**

Ainsi, 20 % de l'argent versé par les pays donateurs doit être dédié au développement social et 20 % des dépenses de l'État qui reçoit des dons doit être consacré aux programmes sociaux.

### **5. Une organisation politique mondiale, non monolithique, ayant autorité sur l'économie, avec une représentativité égalitaire et démocratique entre tous les pays de la terre (s'assurer d'une parité entre pays pauvres et pays riches) et avec une représentativité paritaire entre les femmes et les hommes.**

Cette organisation devra avoir un pouvoir réel pour décider et agir afin de mettre en place un système économique mondial, juste, participatif et solidaire. De manière immédiate, les mesures suivantes doivent être mises en place:

- un Conseil mondial pour la sécurité économique et financière chargé de redéfinir les règles d'un nouveau système financier mondial axé sur une répartition juste et équitable des richesses de la planète et basé sur l'amélioration du bien-être fondé sur la justice sociale pour la population mondiale et en particulier pour les femmes qui en constituent plus de la moitié. La parité femmes-hommes devra être respectée au sein des membres de ce Conseil. De plus, sa composition doit inclure des représentant-e-s de la société civile,

c'est-à-dire des ONG, des syndicats, etc. et assurer la parité entre les pays du Nord et du Sud;

- la subordination aux droits humains fondamentaux, individuels et collectifs, de toutes les conventions et accords commerciaux. Le commerce doit être soumis aux droits humains et non l'inverse;

- l'élimination des paradis fiscaux;

- la fin du secret bancaire;

- la redistribution de la richesse par les sept pays les plus riches;

- un protocole pour l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

**6. Que soient levés les embargos et les blocus décrétés par les grandes puissances à l'égard de plusieurs pays et qui affectent principalement les femmes et les enfants.**

**Pour éliminer les violences faites aux femmes, nous revendiquons:**

1. Que les gouvernements qui se réclament des droits humains condamnent tout pouvoir politique, religieux, économique ou culturel qui exerce un contrôle sur la vie des femmes et des fillettes et dénoncent les régimes qui ne respectent pas leurs droits fondamentaux.

2. Que les États reconnaissent dans leurs lois et actions que toutes les formes de violence à l'égard des femmes sont des violations des droits humains fondamentaux et ne peuvent être justifiées par aucune coutume, religion, pratique culturelle ou pouvoir politique. Ainsi, les États doivent reconnaître aux femmes le droit de disposer de leur vie et de leur corps et de maîtriser leur fécondité.

3. Que les États mettent en oeuvre des plans d'action, des programmes et des projets efficaces assortis des ressources financières et des moyens adéquats pour mettre fin aux violences faites aux femmes.

Ces plans d'action doivent comprendre notamment les éléments suivants: prévention, sensibilisation du public, répression, "traitement" des agresseurs, recherches et statistiques sur les violences faites aux femmes, prise en charge et protection des victimes, lutte contre la pornographie, le proxénitisme et les agressions sexuelles dont les viols contre les enfants, éducation non sexiste, accès facilité à la procédure pénale, formation des juges et policiers.

4. Que l'ONU fasse de véritables pressions pour que tous les États ratifient sans réserve et appliquent les conventions et les pactes relatifs aux droits des femmes et des enfants notamment, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention sur les droits de l'enfant, la Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination

raciale et la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants.

Que les États harmonisent leurs lois nationales avec ces différents instruments internationaux en plus de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, les Déclarations du Caire et de Vienne, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing.

5. Que soient adoptés dans les plus brefs délais des protocoles et des mécanismes de mise en oeuvre:

- à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;

- à la Convention sur les droits de l'enfant.

Ces protocoles permettront aux personnes et aux groupes de porter plainte contre un État. Ils constitueront des moyens de pression à l'échelle internationale pour obliger les États à mettre en oeuvre les droits énoncés dans ces pactes et conventions. Des sanctions véritables à l'encontre des États récalcitrants devront être prévues.

6. Que la Convention de 1949 pour la répression et l'abolition de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui soit assorti d'un mécanisme d'application qui tienne compte des documents récents dont les deux résolutions de l'assemblée générale de l'ONU (1996) concernant le trafic des femmes et des fillettes et la violence à l'égard des femmes migrantes.

7. Que les États reconnaissent la juridiction de la Cour criminelle internationale et souscrivent aux dispositions selon lesquelles notamment les viols et les agressions sexuelles constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

8. Que tous les États mettent en oeuvre des politiques de désarmement autant en ce qui a trait aux armes classiques qu'aux armes nucléaires et biologiques. Que tous les pays ratifient la Convention sur les mines anti personnelles.

9. Que soit adoptée dans les plus brefs délais la possibilité du droit d'asile pour les femmes victimes de discrimination et de persécutions sexistes et/ou de violences sexuelles.

*Les deux revendications suivantes ont reçu l'appui d'une majorité des femmes présentes dans la mesure où il a été proposé qu'elles fassent l'objet d'une adoption par pays. Certaines déléguées n'étaient pas en mesure de s'engager à les défendre publiquement dans leurs pays. Ces revendications demeurent partie intégrante du projet de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000. Au cours des prochains mois, les noms des pays seront ajoutés.*

10. Que l'ONU et les États de la communauté internationale reconnaissent formellement, au nom de l'égalité de toutes les personnes, que l'orientation sexuelle ne doit priver personne du plein exercice des droits prévus dans les instruments internationaux que

sont: la Déclaration universelle des droits de l'Homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Convention internationale sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes.

11. Que soit adoptée dans les plus brefs délais la possibilité du droit d'asile pour les personnes victimes de discrimination et de persécution en raison de leur orientation sexuelle.

### **Nouvelles revendications**

*Certaines de ces nouvelles revendications ont été intégrées aux revendications précédentes. Le comité de liaison international devra voir à harmoniser et à vulgariser l'ensemble des revendications.*

A. Mettre fin aux processus d'homogénéisation des cultures et à la marchandisation des femmes via les médias pour répondre aux besoins du marché.

B. Que les États prennent des dispositions pour assurer la participation égale des femmes aux instances politiques.

C. Que les États prennent toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme aux valeurs patriarcales et sensibiliser la société à l'importance de démocratiser les structures familiales.

D. Réaffirmer notre engagement pour la paix et la protection du fonctionnement démocratique et autonome des États-nations.

Que l'ONU :

E. mette un terme à toutes formes d'interventions, agressions ou occupations militaires.

F. assure le droit des réfugié-e-s de retourner dans leur pays d'origine.

G. fasse pression sur les gouvernements pour faire respecter les droits humains et résoudre les conflits.



---

Bulletin spécial portant sur la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000  
Montréal, Québec, Canada  
16, 17, 18 octobre, 1998

### **Agissons pour faire entendre la voix des femmes**

*Les femmes se sont prononcées massivement sur le sens à donner à l'action. Plusieurs points de vue différents, correspondant à des réalités très diversifiées selon la provenance des déléguées, ont été exprimés dans les ateliers. C'est un véritable défi de présenter un bon aperçu des actions que les femmes ont envisagées aux divers niveaux.*

*Les femmes présentes ont fait preuve non seulement d'un sens pratique et d'un réalisme certains mais elles ont aussi donné libre cours à une imagination débordante qui a donné le goût de plonger immédiatement dans l'action. Voyons comment elles ont perçu les actions à mener dans le cadre de la Marche mondiale.*

### **Les femmes qui sont touchées par la pauvreté et la violence devront participer à l'action**

Une des premières recommandations, souvent réitérée, a été de s'assurer de rejoindre les femmes là où elles se trouvent : dans les campagnes, dans les villages et dans les villes. Il faut absolument que toutes celles qui sont touchées par la pauvreté et la violence participent à l'action.

Le travail à la base et les actions locales sont donc essentiels. De nombreuses propositions ont été formulées concernant des outils de sensibilisation, d'éducation et de mobilisation populaires.

### **Les trois niveaux d'action (national, régional et mondial) sont essentiels**

Les actions de la Marche devront se faire à trois niveaux. D'abord, il y aura l'**appui massif des femmes aux revendications mondiales** de la Marche, par le biais de signatures de cartes d'appui. Ensuite, il y aura un **rassemblement mondial** se conjuguant à **des rassemblements régionaux**, selon la disponibilité et les capacités organisationnelles des groupes participants. De plus, dans chaque pays, il y aura des **actions nationales et locales** qui porteront sur des revendications spécifiques qui refléteront les luttes et les préoccupations du mouvement des femmes du pays, en lien avec les thèmes de la pauvreté et de la violence faite aux femmes.

### **L'action nationale est indispensable**

La grande majorité des participantes s'est entendue sur la nécessité de porter des revendications auprès de leurs gouvernements.

Pour toutes sortes de raisons (guerre, politique, conjoncture, répression, géographie, conditions de vie, ressources financières, etc.), ce ne sera pas possible d'organiser des marches nationales dans tous les pays. Les actions nationales prendront donc différentes formes. Là où cela peut se faire, ce sera une marche. Ailleurs, d'autres actions pourront avoir lieu comme des campagnes de fax, des rassemblements devant les ambassades, des articles dans les journaux, etc.

### **La sensibilisation et l'éducation populaire : formation et outils**

Toutes étaient d'accord quant à la nécessité de situer l'ensemble des actions dans une **campagne de sensibilisation et d'éducation populaire**. Les participantes ont exprimé le désir de se former afin de bâtir des outils d'éducation populaire adaptés à leur propre pays, à partir des revendications mondiales. Des activités liées aux thèmes de la Marche, telles que théâtre féministe, concours scolaires, tribunal

populaire, confection de courtepentes ou de bannières, expositions photographiques, pourront se tenir dans plusieurs pays.

### **Les cartes d'appui**

Les cartes d'appui sont un outil de sensibilisation très important. Leur forme, leur contenu, les langues dans lesquelles elles seront produites ainsi que la façon de les faire circuler restent à définir. Toutefois, on veut que chaque femme puisse, en signant sa carte, exprimer son appui à la Marche et y inscrire son propre message.

Plusieurs déléguées à la Rencontre internationale ont soulevé l'idée d'adresser des cartes à leurs gouvernements respectifs de même qu'à des instances internationales (ONU, Banque mondiale, etc. ).

### **La cible**

De nombreux débats ont porté sur la cible à atteindre. Un vote indicatif dans un atelier indiquait des positions très partagées entre les deux principales cibles, soit l'ONU à New York et la Banque mondiale à Washington, l'ONU l'emportant par une mince majorité.

Pour certaines, l'ONU est l'interlocutrice à privilégier pour les actions mondiales, car la plupart des demandes de la Marche visent l'ONU et les gouvernements nationaux. Elles craignaient que les groupes travaillant principalement sur la violence faite aux femmes se sentent moins interpellés si les demandes sont portées uniquement à la Banque mondiale. L'ONU a également été privilégiée par certaines parce que c'est un lieu important en ce qui concerne les droits humains.

D'autres déléguées appuient davantage l'idée que les actions mondiales devraient viser la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, car elles considéraient que ces instances sont celles qui détiennent le plus de pouvoir sur la scène internationale. Dans certains pays lorsqu'on parle de violence on parle automatiquement de pauvreté, ces luttes étant intimement liées.

Le manque de temps n'a pas permis d'obtenir un consensus en plénière sur la cible des actions mondiales. Le Comité de liaison international se penchera donc sur la question. Le mandat semble assez clair : il faudra viser les institutions appropriées par une approche globale qui intègre les deux thèmes de la Marche.

### **Le financement**

Le financement était sans aucun doute une préoccupation majeure des participantes. Les discussions ont conduit à des propositions concrètes pour que chaque organisme puisse contribuer selon ses moyens. Cependant, la mise en place d'un fonds d'aide a été proposée; ce sera une autre façon de traduire notre solidarité.

Les scénarios d'action devront donc s'adapter aux diverses réalités, mais un certain financement pourra soutenir la réalisation des actions nationales et mondiales.

### **Tout devra culminer le 17 octobre 2000**

Les activités de la Marche débuteront le 8 mars de l'an 2000 (Journée internationale des femmes) et se termineront le 17 octobre (Journée mondiale pour l'élimination de la pauvreté) par le **rassemblement mondial**.

**Au niveau mondial**, l'action convergera vers un événement majeur au cours duquel les femmes feront état des revendications et des appuis recueillis au cours des mois précédents. Il faudra viser une couverture médiatique exceptionnelle afin d'obtenir une très grande visibilité.

Au niveau **local, national et régional**, les groupes pourraient élaborer leur propre calendrier des activités en tenant compte des dates significatives pour le mouvement des femmes. Des activités reliées à la Marche seraient organisées à ces dates afin de susciter la participation et médiatiser l'événement.



---

Bulletin spécial portant sur la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000  
Montréal, Québec, Canada  
16, 17, 18 octobre, 1998

### **Le comité de liaison international**

- Le comité de liaison international sera partie prenante des décisions politiques découlant de la Rencontre internationale préparatoire et, à ce titre, sera consulté (par fax, internet ou autre) avant chaque réunion du comité de coordination de la Marche mondiale sur chaque point touchant le suivi de la Rencontre;
- Le comité de coordination de la Marche mondiale des femmes composé de femmes du Québec continue d'assumer un rôle de leadership et de gestion administrative du projet de la Marche mondiale;
- Une seule rencontre du comité de liaison international est prévue (probablement à l'automne 1999);
- Les représentantes auront à travailler principalement dans leurs régions;
- Le comité devra trouver lui-même des sources de financement lui permettant de se concerter et de se rencontrer;
- Le comité de coordination, en lien avec le comité de liaison international, est responsable du rassemblement mondial le 17 octobre 2000. La responsabilité de l'organisation des actions nationales ou régionales appartient aux pays ou continents concernés.

**Critères suggérés pour procéder au choix des représentantes:**

- Faire partie du mouvement des femmes et pouvoir faciliter les liaisons et la mobilisation des groupes et des femmes de la base;
- avoir la possibilité et la disponibilité pour assurer la liaison et les suivis auprès des groupes participants de leur région du monde;
- travailler concrètement à l'amélioration des conditions de vie des femmes et, particulièrement, sur la question de la pauvreté et de la violence faite aux femmes.

### **Rôle du comité de liaison international**

- Assurer le suivi de la Rencontre internationale préparatoire;
- Coordonner les actions mondiales;
- Suivre l'évolution des revendications mondiales;
- Assurer la diffusion des informations auprès des groupes participants des pays de leur région du monde;
- Agir comme catalyseur de l'action de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000.

**Il est à noter que la Fédération des femmes du Québec demeure tout de même l'entité ayant la responsabilité juridique du projet.**

- **Afrique** - 8 représentantes
  - Afrique australe et de l'Est (3)
  - Afrique de l'Ouest (3)
  - Afrique centrale (2)
- **Amérique du nord** - 2 représentantes
- **Amérique latine** - 5 représentantes
  - Mexique (1)
  - Amérique centrale (1)
  - Amérique du Sud (3)
- **Asie** - 7 représentantes
  - Asie du Sud (2)
  - Asie du Sud-Est (2)

- Asie Pacifique (1)
- Asie de l'Est (2)
- **Caraïbes** - 3 représentantes
- **Europe** - 4 représentantes
- **Femmes autochtones** - 1 représentante
- **Monde Arabe** 4 représentantes
- **Réseaux internationaux** - 1 représentante



---

Bulletin spécial portant sur la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000  
Montréal, Québec, Canada  
16, 17, 18 octobre, 1998

### **Elles étaient des centaines**

*Elles furent nombreuses, toutes ces femmes, à s'engager dès 1997 sur la longue route qui mène à l'an 2000. Première escale, la Rencontre internationale préparatoire de 1998. Un événement de cette envergure a nécessité la contribution de nombreuses femmes et beaucoup d'entre elles n'ont pas compté leurs heures de travail et de bénévolat. Avant et pendant ces trois jours d'octobre, on pouvait percevoir le feu roulant de ces militantes qui, par leur générosité, ont compensé les ressources humaines nettement insuffisantes. C'est ce qu'on peut appeler sans fausse modestie, un petit miracle.*

Elles faisaient partie des comités de coordination, de liaison, d'action, de contenu; elles s'occupaient de l'aménagement et la décoration des espaces, de la sécurité, de la production d'un spectacle unique, de l'organisation des repas, de l'interprétation simultanée, de l'animation des ateliers de discussion et du secrétariat, de la liaison avec les médias, de l'accueil et l'hébergement des déléguées internationales, du transport. Elles étaient travailleuses permanentes, occasionnelles, bénévoles. Elles étaient au nombre de 200 ! Et si elles ont donné si généreusement, c'est assurément parce qu'elles croient à ce fabuleux projet tout comme en la Fédération des femmes du Québec.

*Suzanne Biron*



---

Bulletin spécial portant sur la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000  
Montréal, Québec, Canada

16, 17, 18 octobre, 1998

## **Un moment pour nous dans l'histoire de la solidarité**

*Quelques membres de l'Association des aides familiales du Québec avaient, avec enthousiasme, répondu à l'appel. Chacune était prête à accueillir une déléguée parlant le français, l'anglais ou l'espagnol. Le goût de participer à ce moment historique, de créer des liens, de vivre un peu cette étape de préparation à la grande marche contre la pauvreté et la violence nous animaient. La pauvreté qui fait partie de notre vie à nous au Québec, on voulait la faire connaître!. Nous la vivons ici avec des femmes qui peuvent travailler 60 heures ou plus pour très peu d'argent. Ces travailleuses luttent pour arriver à donner le minimum à leurs enfants; souvent originaires des pays du Sud, elles réussissent en dépit de tout à envoyer un peu d'argent à leurs familles.*

*Nous avons donc eu le grand plaisir d'accueillir des déléguées du Pérou, du Mexique, de Cuba, et deux militantes du Nicaragua.*

## **Un moment de partage à la sauvette**

Tout s'est naturellement passé à la dernière minute. Notre invitée du Pérou était attendue la nuit du mercredi. N'arrive pas! La nuit du jeudi, n'arrive pas! C'est enfin dans la soirée du vendredi qu'elle aboutit à bon port. Donc, pas question de planifier quoi que ce soit. Chacune a dû profiter de ce qui se présentait quand cela se présentait. La richesse des femmes, c'est peut être cela!

Quelques échanges le matin au petit déjeuner, le soir tard après la rencontre. Poser des questions, pour connaître un peu la réalité à laquelle est confrontée chacune dans son milieu. Notre constatation : les défis énormes que les femmes acceptent d'assumer un peu partout. Nous avons parlé un peu de la réalité des travailleuses en maison privée ici au Québec, une réalité méconnue, des mythes à faire tomber. La violence de l'exploitation n'a pas de frontière, nous le voyons tous les jours. Nous avons donc partagé la réalité de travail et de vie des femmes domestiques, nos engagements et notre lutte pour prendre notre place à nous dans le mouvement des femmes.

## **Des liens par-delà les frontières, oui!**

Nous avons rencontré des femmes courageuses, déterminées. Nous avons participé à un moment inoubliable et cela va nous permettre de faire des liens à chaque étape de la préparation de la Marche de l'an 2000. Ce fut une occasion de nous situer dans le grand ensemble des luttes des femmes. Nous sommes là, peu visibles mais debout. Cette expérience nous a permis de nous en rendre compte.

Avis aux intéressées! Nous sommes prêtes et disposées à accueillir encore et encore qui veut partager avec nous son rêve d'un monde sans pauvreté et sans violence.

*Denise Caron*

Association des aides familiales du Québec (AAFQ)



---

Bulletin spécial portant sur la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000  
Montréal, Québec, Canada  
16, 17, 18 octobre, 1998

### **Une expérience d'accueil et de solidarité**

*Lundi 12 octobre : dring, dring... coup de téléphone ! Mercédez nous demande d'aller à l'aéroport de Dorval chercher Susana, déléguée d'Argentine, qui arrive sans tambour ni trompette trois jours plus tôt que prévu. Rapidement, nous changeons nos projets et nous acceptons de l'accueillir sans hésitation, mais impossible d'aller à Dorval, car pas de voiture à la maison ce jour-là... Finalement, elle nous arrive avec une bénévoles, heureuse de trouver un bon café et de pouvoir fumer, après 14 heures d'abstinence!*

Susana parle assez bien le français ce qui facilite naturellement beaucoup les échanges, de part et d'autre. Militante chevronnée, avec une expérience très impressionnante, elle a déjà participé à bien des rencontres internationales, dont celle de Beijing.

Elle nous informe qu'elle doit aller rencontrer un groupe "dans une ville près d'Ottawa" et veut avoir des informations sur un colloque qui se tient à Sherbrooke.

Heureusement que nous étions trois avec des horaires assez souples. Ainsi, il fut possible de lui faire faire un peu de tourisme dans Montréal tandis que la troisième essayait de rejoindre les personnes contact de Hull et du Colloque de Sherbrooke. Après de nombreux essais téléphoniques, tout finit par s'arranger, grâce au téléphone cellulaire d'une responsable de l'organisation et à notre débrouillardise. Que ce soit à Hull ou à Sherbrooke, Susana a fort apprécié ses rencontres avec les différents groupes de femmes, même si elle est revenue épuisée.

Aucune de nous n'étant présente à la Rencontre internationale, ce fut un privilège de pouvoir en suivre le déroulement par Susana. De bons liens se sont tissés et c'est déjà le début d'une solidarité mondiale !

*Gisèle Ampleman, Aline Côté, Nicole Jetté et Christiane Sibillotte*

Des Soeurs Auxiliatrices à Montréal



---

Bulletin spécial portant sur la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000  
Montréal, Québec, Canada  
16, 17, 18 octobre, 1998

### **Moments privilégiés avec nos invitées**

*Un des aspects les plus gratifiants de la Rencontre internationale a été d'agir comme groupe hôte en offrant l'hospitalité à plusieurs déléguées de divers pays durant leur séjour à Montréal. Ainsi, moi-même et deux autres professeures de ma fédération syndicale avons accueilli dans nos maisons quatre déléguées. S'il est vrai que recevoir des déléguées chez soi, leur montrer les coins et les recoins de Montréal, les amener ou les chercher lors de réunions ou d'activités, préparer les repas, et bien d'autres tâches, tout cela suppose une grande responsabilité et beaucoup de disponibilité, nous avons néanmoins toutes trois grandement apprécié l'expérience et la recommandons de tout notre coeur.*

Ce fut une occasion pour rencontrer de nouvelles personnes, non pas de manière passagère comme lors des réunions habituelles, mais de façon beaucoup plus intime et agréable. Le fait de partager la salle de bains, de planifier les activités de la journée et de bavarder en prenant le petit déjeuner a créé un climat d'intimité et de confiance qui s'est avéré très positif et stimulant. Bien sûr, les discussions se sont parfois prolongées jusque tard dans la nuit. Mais comme universitaires, nous avons trouvé fort intéressant de discuter de questions féministes avec des femmes qui ne sont pas des intellectuelles, mais qui proviennent d'autres milieux, tels que l'action politique, syndicale, coopérative et communautaire. Toutes ces femmes cumulent plusieurs années d'expérience à force de représenter les femmes de leur pays et de lutter pour améliorer leur situation. En vivant sous le même toit que ces femmes, nous avons eu la possibilité de connaître un peu plus leur culture (entre autres, sur la façon d'élever les enfants) et leur vie. Nous avons pu sentir leurs préoccupations, comprendre comment elles étaient devenues féministes et être informées des problèmes qui existent dans leurs pays et qui affectent les femmes. Nous avons également été en mesure d'échanger nos points de vue sur les gains que nous avons obtenus dans nos pays respectifs et sur les stratégies que nous avons adoptées pour qu'ils se concrétisent. Ainsi, la déléguée que je recevais chez moi a été très contente de voir ma collection de macarons de la journée du 8 mars au Québec, datant entre 1994 et 1998. À son tour, elle m'a raconté ses impressions de sa participation à la conférence de Beijing comme déléguée de son pays.

Je sais que le plaisir que nous a procuré cette expérience était réciproque. Les déléguées nous ont dit combien il était important pour elles d'habiter avec d'autres femmes, combien cela leur avait permis de se faire plus facilement une idée de Montréal et des questions qui sont importantes pour les femmes du Québec, et combien plus plaisant avait été leur séjour comparativement à l'atmosphère ingrate d'un hôtel.

Nous sommes persuadées d'avoir établi des liens durables que nous saurons maintenir. Au contact chaleureux et amical de ces femmes provenant de tous les coins du monde, nous avons appris à oublier nos différences et à nous centrer sur l'essentiel. Et ceci est l'un des messages de solidarité les plus importants qui puisse découler de ce type de rencontres internationales.

*Janice Harvey*

Fédération autonome du collégial



---

Bulletin spécial portant sur la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000  
Montréal, Québec, Canada  
16, 17, 18 octobre, 1998

### **Solidarité avec les femmes du monde entier**

*Tout au long de la Rencontre internationale, les déléguées ont été invitées à identifier des femmes ou groupes de femmes vivant des situations spécifiques de discrimination, d'exclusion ou de tortures afin d'illustrer notre solidarité entre femmes du monde. Le texte qui suit est le fruit de cette oeuvre collective et ne prétend pas être une énumération exhaustive des situations d'oppression vécues par les femmes.*

Nous, les femmes réunies à la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 proclamons notre solidarité à l'égard des nôtres qui sont bafouées, exclues, privées de toute dignité et qui doivent vivre dans des conditions inhumaines.

À la veille du 50ième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, nous voulons exprimer notre solidarité avec et en hommage aux femmes qui, dans leur pays respectif, défendent les droits des femmes en tant que droits de la personne ; des activistes pour la paix et la démocratie, des écrivaines qui luttent contre la censure et pour la liberté d'expression.

Aujourd'hui nous rendons hommage à:

- Aung San Suu Kyi, lauréate du prix Nobel de la paix, élue à la tête d'un gouvernement démocratique renversé par un coup d'état militaire, et qui continue de lutter pour la démocratie en Birmanie - un symbole d'espoir et de courage;
- Leyla Zana, membre du parlement kurde condamnée à 15 ans de prison pour avoir prononcé une phrase en kurde devant l'Assemblée nationale turque;
- Souha Béchara, prisonnière oubliée et symbole de l'occupation israélienne dans le Sud du Liban, libérée en septembre dernier après avoir été incarcérée pendant plus de 10 ans;
- Talisma Nasreen, encore sous la menace de la "Fatwa", privée du droit à la liberté d'expression et du droit à la sécurité;

À travers elles, nous rendons hommage à des millions de femmes qui travaillent dans l'anonymat à la défense et à la promotion des droits des femmes, pour que nous puissions participer pleinement à l'amélioration de nos sociétés sur une base d'égalité avec les hommes,

en tenant compte de ce que nous avons en commun avec eux, mais aussi de nos différences, c'est-à-dire notre spécificité en tant que femmes.

Nous saluons le courage des femmes des Premières Nations du monde entier qui vivent une oppression séculaire et une discrimination économique, politique et sociale. Nous appuyons nos sœurs autochtones du Guatemala qui demandent que leur gouvernement mette sur pied l'Office pour la défense des droits des femmes autochtones, un des engagements des Accords de paix. Nous appuyons aussi nos sœurs du Mexique, particulièrement celles du Chiapas, qui font face aux conséquences d'une militarisation croissante.

Nous rendons également hommage aux victimes de la violence faite aux femmes. Nous nous élevons contre:

- l'assassinat en Belgique de Sémira Adamu morte pour avoir réclamé son droit à l'asile et à la libre circulation des personnes, symbole de la lutte contre les expulsions;

- l'exécution imminente à la Trinité et Tobago de Pamela Ramjattan, victime de violences de la part de son conjoint, condamnée à mort pour son meurtre sans que l'extrême violence à laquelle elle a été soumise n'ait été prise en compte par les autorités ayant mené l'enquête ou par les tribunaux.;

- nous exprimons notre solidarité avec Tsitsi Tiripano membre de l'association des gais et lesbiennes du Zimbabwe, victime de discrimination parce qu'elle défend les droits fondamentaux des homosexuels femmes et hommes.

Nous voulons marquer notre solidarité avec ces activistes qui luttent pour que soient reconnues les exactions commises contre les femmes en situation de conflits armés et dans les territoires occupés, que la violence sexuelle soit prise en considération par la justice de tous les pays.

Nous tenons à exprimer notre solidarité avec les femmes vivant sous l'occupation, notamment les femmes palestiniennes, libanaises et tibétaines.

Nous tenons à marquer à nouveau notre révolte quant à l'utilisation comme stratégie de guerre du viol systématique des femmes au Kosovo.

Nous sommes solidaires des femmes africaines qui réclament la fin des violences subies par les femmes et les enfants, premières victimes des conflits en Afrique et qui demandent d'être incluses dans les processus de négociation de paix.

Nous sommes solidaires des femmes noires, mauritaniennes victimes du système d'apartheid institué par le régime d'Ahmed Ould Taya, président de la République islamique de la Mauritanie.

Nous sommes solidaires des femmes algériennes et nous louons leur

courage et leur ténacité dans la lutte pour la paix et la démocratie.

Nous nous joignons aux activistes qui au Rwanda ont lutté pour que soient reconnus les crimes contre les femmes et que ceux-ci soient qualifiés de crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international sur le Rwanda.

Nous dénonçons la communauté internationale et son inertie face à l'horrible situation des femmes afghanes, preuve ultime que l'actuel discours sur les droits de la personne nous ignore.

L'inclusion de la Loi "Shari'a" dans le 15ième Amendement constitutionnel du Pakistan le 9 octobre 1998 menace d'éliminer les quelques gains dans les droits et libertés obtenus par les femmes de ce pays jusqu'à maintenant.

Nous enjoignons la communauté internationale d'agir afin que cessent les crimes commis contre les femmes du Cachemire par les forces de l'armée indienne.

Nous tenons à marquer notre solidarité avec les femmes du Timor, victimes de massacres perpétrés par l'envahisseur indonésien.

Nous dénonçons les embargos économiques contre l'Irak, la Lybie, le Soudan et Cuba - embargos qui accentuent la féminisation de la pauvreté.

En appui à nos sœurs mexicaines, nous soutenons leur lutte contre la corruption du gouvernement fédéral qui amène un plus grand appauvrissement du peuple et des femmes mexicaines. Nous appuyons aussi les organisations non gouvernementales du nord qui luttent pour en finir avec l'impunité qui camoufle les assassinats de plus de 100 femmes qui ont eu lieu à Ciudad Juarez en l'espace d'un an.

Nous appuyons les initiatives des organisations de femmes colombiennes qui tiennent la Vigile pour la vie et la paix, le 18 de chaque mois à la recherche d'une solution pacifique au conflit armé.

Nous nous joignons à ces activistes qui luttent pour que les dernières années qui restent à vivre aux "femmes de réconfort" philippines, coréennes, chinoises, indonésiennes, malaysiennes, taïwanaises et hollandaises soient marquées par la reconnaissance des souffrances qu'elles ont vécues en tant qu'esclaves sexuelles dans l'armée impériale japonaise lors de la Seconde guerre mondiale. Nous les soutenons dans leur quête de justice.

Nous soutenons les efforts des femmes des Philippines, du Japon, d'Okinawa et de la Corée pour que les bases militaires américaines cessent d'être des environnements propices aux violences faites aux femmes.

Devant tant de luttes à mener nous tenons à souligner les victoires qui nous permettent de persévérer:

- En septembre 1998, le Tribunal pénal international pour le Rwanda,

siégeant sous la juridiction des Nations Unies à Arusha, en Tanzanie, a rendu un jugement qui fait date : pour la première fois dans l'histoire de l'humanité le viol est inclus dans une condamnation pour génocide. Suite à une campagne des rwandaises et soutenu par une campagne mondiale des femmes, le viol a été considéré comme un acte de génocide, un acte de torture, un crime contre l'humanité.

- Au Canada, en 1985, après une lutte qui a duré 25 ans, les femmes autochtones ont finalement reconquis leur droit à l'égalité. Elle ne perdent plus la reconnaissance de leur nationalité lors de leur mariage à un non autochtone.

- Au Mexique, nos soeurs mexicaines qui travaillent dans les "maquiladoras" ont fait des gains dans leur lutte pour se syndiquer et s'organiser face à des conditions de travail intolérables. Chaque victoire témoigne de leur courage et de leur détermination.

Aujourd'hui, toutes unies, nous nous levons et nous nous engageons à poursuivre notre lutte, chacune dans notre pays, à fin de rompre le silence pour toutes celles qui sont mortes dans l'anonymat.

Nous crions haut et fort notre engagement à continuer la longue marche vers la paix, la justice et la démocratie.

*Nous tenons à remercier les déléguées de l'Algérie, de l'Argentine, du Brésil, du Cameroun, du Congo (Brazaville), du Mali, de la Namibie, du Pakistan, du Pérou, de la Pologne et du Togo qui nous ont accordé des entrevues durant la fin de semaine de la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale en l'an 2000.*



---

Bulletin spécial portant sur la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000  
Montréal, Québec, Canada  
16, 17, 18 octobre, 1998

### **Et maintenant où allons-nous?**

*Après cette fin de semaine d'octobre chargée d'émotions, d'idées et de désirs de changements, nous voici face aux suivis à donner. Certaines participantes sont retournées chez elle avec la ferme intention d'amener plus de groupes de leur pays à s'engager dans cette Marche des femmes du monde. Nous avons d'ailleurs reçu une vague de nouvelles adhésions tout de suite après leur retour. D'autres avaient déjà débuté le travail de coordination nationale et sont retournées chez elles avec de nouvelles idées, de nouvelles questions pour les femmes de leur pays. Peu importe ce avec quoi chacune est arrivée à Montréal, elle est repartie avec une nouvelle détermination vis-à-vis cette action mondiale des femmes et le goût de poursuivre le travail amorcé. Voilà, pour nous, la meilleure évaluation de cette rencontre.*

### **Un bilan**

Le comité de coordination a procédé à un premier bilan de la Rencontre préparatoire et il s'avère très positif. La majorité des participantes ont apprécié l'événement et possèdent dorénavant une meilleure compréhension de la Marche, de ses objectifs ainsi qu'un nouvel enthousiasme pour cette action mondiale. Les participantes ont pu prendre contact avec des femmes du mouvement des femmes du Québec. Des échanges d'idées ont fait jaillir des projets d'actions communes, de nouveaux liens ont été établis entre des groupes de femmes de la base. Malgré le temps trop court, les déléguées ont pu débattre du projet de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000. Au cours du mois de février 1999, un bilan plus pointu menant à une appréciation globale de la rencontre tant au niveau politique qu'organisationnel sera complété et mis sur notre site web.

### **Une concertation vers une action commune**

Le travail à faire dans la prochaine année se situe à deux niveaux : la mise en œuvre des structures de concertation nationale et internationale et l'élaboration de plans stratégiques qui nous mèneront à remporter des victoires aux plans national et international.

Au **niveau national**, à court terme, chaque mouvement des femmes doit identifier la structure de concertation la plus appropriée à sa réalité. De nouveaux groupes doivent être invités à se joindre à la Marche et un travail d'identification de revendications nationales doit mener à choisir l'action qui sera la plus propice à l'atteinte d'objectifs nationaux de changement. Cette structure doit assumer le leadership de l'action de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 dans le pays et être en contact avec la représentante du comité de liaison international pour sa sous-région. Un document vidéo sur la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 est disponible en français, en anglais et en espagnol afin de faire de la sensibilisation et de la promotion. Chaque pays doit identifier le nombre de copies nécessaires et nous contacter pour savoir comment les obtenir (le prix inclura le coût d'achat et les frais d'expédition).

Au **niveau international**, nous devons actualiser le fonctionnement du comité de liaison international et son arrimage avec le comité de coordination. Des ressources minimales doivent être trouvées afin de faciliter le travail de ces représentantes et assurer la communication entre nous. Nous devons trouver un fonctionnement léger, transparent, respectant à la fois les diverses réalités des régions du globe et l'esprit du projet de la Marche mondiale des femmes.

De plus, le comité de liaison international devra voir à simplifier et vulgariser nos revendications mondiales afin de les inclure dans une campagne d'éducation populaire. Au cours de la prochaine année, un document éducatif sera produit. Ce document mettra en lumière les diverses réalités vécues par les femmes concernant la pauvreté et la violence qui leur est faite ainsi que les alternatives mises de l'avant par les mouvements de femmes via la Marche mondiale des femmes en l'an 2000. Nous vous aviserons dès qu'il sera disponible.

### **Nous marchons vers**

Pour plusieurs, la Marche a déjà été identifiée comme un processus permettant d'apporter un nouveau souffle ou une nouvelle dimension au mouvement des femmes. Pour d'autres, il s'agit d'un véhicule à utiliser pour mettre en valeur l'apport du mouvement des femmes de chacun des pays, pour raviver une réflexion et une analyse basées sur le vécu des femmes et leur vision d'un monde juste et égalitaire. Certaines ont déjà identifié les revendications et les actions possibles dans leur pays. D'autres se questionnent sur la façon de réaliser une action commune dans leur pays.

La Marche mondiale des femmes en l'an 2000 sera une action asymétrique parce qu'ancrée dans la réalité du mouvement des femmes de chacun des pays. Ces divers mouvements poseront diverses actions et cela respectera l'esprit de la Marche mondiale. Nous souhaitons agir ensemble dans un cadre commun. Il y aura des gestes communs comme celui de la carte d'appui, d'une marche simultanée le 17 octobre 2000 mais il y aura aussi une panoplie d'actions. Nous vous invitons à nous transmettre les idées d'actions émanant de votre pays ou de façon plus générale à nous informer de l'évolution du projet chez vous. Nous transmettrons ces informations dans notre bulletin de liaison et sur notre site web.

L'ampleur de la tâche peut paraître énorme pour arriver à réaliser ce rêve d'une action mondiale commune aux mouvements de femmes. Nous devons nous redire que l'énergie déployée par une telle action, tout comme les liens créés entre les femmes du monde, nourriront nos actions futures et nous permettront de faire des vagues encore et encore durant le prochain millénaire.

*Diane Matte*

Coordonnatrice de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000



---

Bulletin spécial portant sur la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000

Montréal, Québec, Canada

16, 17, 18 octobre, 1998

## **Reportages**

*Notre reporteuse bénévole était sur place toute la fin de semaine, magnétophone en main, pour recueillir sur le vif des témoignages de déléguées. Nous laissons la parole à quelques-unes de ces femmes venues des quatre coins du monde. Vous serez en mesure de sentir un peu " le pouls " de la rencontre internationale à travers elles.*

### **Entrevues du samedi matin**

**Quelles sont vos attentes à l'égard de cette rencontre?**

"Je suis persuadée que ce groupe va parvenir à formuler de bonnes

propositions. Vous voyez, nous n'avons ni couleur ni race: chacune est heureuse et désireuse de réaliser quelque chose en faveur des femmes."

"Cette rencontre sera différente des autres rencontres internationales où l'on emploie un jargon très lourd et où l'on ne se penche pas sur le fond et la signification de la misère des gens (...) J'espère que cette rencontre sera pour le peuple, tout comme elle est issue de l'expérience du peuple (...) Comme je suppose que les classes travailleuses et les classes marginalisées sont représentées ici, alors je crois que cette rencontre sera différente des autres."

"Il y a environ 140 femmes provenant de 65 pays qui sont réunies ici, et cela m'impressionne de voir l'enthousiasme et le sentiment de solidarité que crée un tel rassemblement. J'espère que nous serons capables de transmettre le même enthousiasme une fois de retour chez nous, afin d'unir les femmes dans nos propres pays et diffuser les messages au-delà des frontières du Canada jusque dans le monde, afin d'éveiller les consciences à la condition des femmes, à la violence, la pauvreté et la souffrance qu'elles doivent endurer, et ainsi pouvoir établir une certaine compréhension mutuelle, hommes et femmes du monde entier, au sujet de la situation des femmes et de l'époque que nous vivons."

#### **Croyez-vous que les femmes parviendront à se mettre d'accord?**

"Les questions relatives à la violence à l'endroit des femmes constituent une réalité mondiale et il y a des pays qui sont plus pauvres que d'autres. Je crois que le monde entier entre dans une phase où il y a moins d'argent pour chacun. Dans nos milieux et dans nos cultures, les questions comme la violence contre les femmes constituent un phénomène répandu, alors je crois que toutes les femmes ici présentes peuvent s'identifier à ces questions générales et mondiales."

"Vous savez, c'est difficile parce que hier nous discutons du document et il est difficile d'élaborer un document final ici. Nous devons retourner chez nous et parler avec nos membres ou nos gens, et je crois qu'il est important également de discuter ces questions avec les femmes. Par exemple, si je travaille avec des femmes travailleuses et que je me prononce à leur sujet, je dois auparavant leur en parler. Ainsi, ce que nous pouvons faire est traduire le document qui résultera du consensus pour que nous puissions retourner (...) et parler avec nos gens, lesquels prendront une décision à ce sujet, suite à quoi nous transmettrons nos commentaires (...)"

"Nous parviendrons à élaborer au moins un certain nombre de propositions concrètes pour que la Marche en l'an 2000 soit une réussite. Nous souhaitons formuler des propositions qui puissent être prises en compte par notre gouvernement."

#### **Samedi après-midi**

**Pensez-vous que cette première journée a permis de clarifier les enjeux pour la Marche ?**

"Oui (...) On n'a pas vu les heures passer, il y a donc un enthousiasme

qui nous a animées depuis hier. Nous gardons le même enthousiasme et le même espoir et je vous dis que dans notre groupe il y a eu un consensus autour de tout; ça veut donc dire que nous avons les mêmes espoirs, nous avons les mêmes convictions. Nous avons aussi les mêmes actions à entreprendre à un niveau mondial parce qu'on s'est dit que la Marche mondiale elle est d'abord locale et nationale. Donc il y a des revendications au niveau national, il y a des revendications au niveau local mais il y a certaines revendications que toutes les femmes partagent (...) nous allons marcher très fort et nos chaussures sont prêtes."

" Bien sûr. Parce que d'abord en plénière toutes les femmes ont présenté la situation de leur pays et par rapport aux revendications il y a eu quand même des intérêts qui ont été suscités. Lorsque nous sommes parties dans les ateliers ça a été pareil. On a approfondi, on a vu par rapport à chaque continent, chaque pays comment il faut ajuster ces revendications (...) Il y a un accord qui est en train de se dessiner entre toutes les femmes, du Sud, du Nord, de l'Est et de l'Ouest. "

### Samedi soir

#### **Quelles sont vos impressions à la suite des discussions de la journée?**

"Mon impression est que le document est un peu fermé. J'ai la sensation que nous discutons point par point mais que ça va être difficile de le modifier complètement. Et je sais maintenant, qu'avec tout ce qu'on a discuté dans chaque atelier, un comité de synthèse va faire un travail qui sera très difficile. Je ne sais pas si ça va nous convenir à toutes. Je crois que les objectifs de la Marche sont clairs, plus clairs qu'avant (...) Par contre, la méthodologie pour la réalisation de la Marche n'est pas encore très claire, du moins pour moi. Je ne sais pas si la Marche va converger en un seul lieu, ou si, comme nous le proposons, nous aurons des marches régionales, dont quelques unes convergeront vers un autre lieu (...) Je crois que jusqu'à maintenant le projet est seulement un rêve. Ce sera une belle chose, on va marcher, mais je ne pense pas que toutes sachent concrètement comment cela se fera."

### Dimanche matin

#### **Quelles sont vos impressions après la première journée?**

"Hier des femmes du monde entier se sont exprimées et c'était intéressant d'écouter leurs problèmes et leurs points de vue. J'ai trouvé particulièrement intéressant d'entendre quels sont les problèmes économiques importants pour le tiers monde (...) Certains problèmes étaient nouveaux pour moi: par exemple, la possibilité d'annuler la dette des pays du tiers monde. Il m'apparaît très important que des changements réels soient apportés, tout comme d'envisager la possibilité de trouver d'autres solutions économiques pour améliorer la situation des femmes dans le tiers monde. Nous devons les appuyer pour accroître leur influence et changer les choses."

"Je me sens très bien, avec le sentiment que nous sommes dans un mouvement où nous construisons quelque chose ensemble (...) que

nous sentons que nous sommes toutes ensemble, que nous grandissons ensemble, et les discussions sont fortes parfois, mais on arrive aussi à des consensus, et ceci nous donne la force. "

**Croyez-vous que les femmes semblent prêtes à appuyer certaines demandes communes?**

"Oui, je crois qu'il existe de grandes différences particulièrement du point de vue économique et aussi politique (...) Mais je crois que nous devrions trouver des solutions communes à des problèmes communs avec l'appui de toutes les femmes."

**Est-ce que vous pensez que les enjeux sont maintenant plus clairs après une journée de discussion ?**

" Oui, d'abord c'est plus calme, c'est la première intervention de Françoise David qui a dit que la question centrale ici c'est de nous rassembler en vue d'une action. Ca m'a calmée un peu. Il y avait aussi l'intervention d'une femme de la Bolivie qui a dû en appeler à notre générosité pour qu'on trouve le point commun qui nous permette de faire des actions ensemble. Car je crois que ça c'est la base (...) Je pense qu'il faut construire des forces et ça on le fait avec l'organisation de la base, les mouvements de masse, donc c'est bon de faire des choses comme ça partout dans le monde. "

" Oui, les enjeux nous paraissent plus clairs bien sûr que le premier jour, sauf que je pense qu'on a aussi compris qu'il fallait beaucoup d'efforts et beaucoup d'imagination, beaucoup de moyens aussi pour rencontrer ces objectifs-là. Donc je pense que les rencontres qu'on a sont très fructueuses en ce moment et je pense aussi qu'il va y avoir des solutions et des propositions qui vont sûrement nous permettre de réaliser l'objectif de l'an 2000. "

**Est ce que le projet vous semble plus concret maintenant?**

"Bien sûr, je crois que le fait d'être ensemble ici est une bonne chose et que nous avons pu nous comprendre (...) Il faut que ce soit un peu plus clair ce que nous allons faire. Je crois que le reste est important et que nous avons un bon travail pour les deux prochaines années, mais je crois que nous allons nous renforcer, n'est-ce pas? "

**Est-ce que tu voyais qu'il y avait des points de convergence, de rencontre entre les femmes, hier, à travers les discussions de la journée ?**

" Oui, bon, sur la question de la pauvreté, il y avait dans le groupe quelques personnes qui pensaient que ce sont des revendications à très long terme et que ce sont des choses difficiles à obtenir. Donc c'est difficile d'impliquer les gens dans une lutte pour l'annulation de la dette ou pour l'application de la taxe Tobin (...) Il y a une autre chose aussi, c'est qu'on doit changer l'ordre des choses. Maintenant c'est l'économie qui dirige tout, et il faut mettre le politique devant. Il y a un consensus sur ça mais on ne sait pas bien comment ça se fera. "

**Quel est le bilan que vous faites sur les discussions sur les revendications, sur les demandes et puis sur les actions ce**

## **matin?**

" Je peux dire que le bilan est carrément positif (...) On a vu la détermination des femmes à proposer des actions en vue de l'éradication de tous ces fléaux dans le monde. "

" Mes impressions sont très bonnes, c'est une expérience unique pour moi (...) de retrouver autant de femmes de partout sur la planète réunies pour discuter de leurs problèmes. J'ai trouvé ça fantastique. Ce n'est pas ma première expérience mais cette fois-ci j'ai senti une mobilisation telle que je me suis dit que ça y est, nous sommes prêtes à partir. Je souhaite que pendant les deux années qui vont venir on puisse quand même s'organiser réellement dans différents pays pour aller de l'avant. On a suffisamment parlé, il est temps qu'on passe à des réalisations concrètes. "

" [C'est important de voir ce que] nous pouvons faire pour qu'ensemble nous puissions avancer, résoudre un peu ces problèmes, personne ne les résoudra à notre place. C'est nous-mêmes, les femmes, qui devons nous mobiliser. Alors j'ai rencontré des soeurs de tous les continents, on a discuté pendant les séances et hors des séances, de ce que nous pouvons faire, de ce que nous voulons faire. C'est fantastique, et je suis sûre que nous allons réussir. "



---

Bulletin spécial portant sur la Rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale des femmes en l'an 2000  
Montréal, Québec, Canada  
16, 17, 18 octobre, 1998

## **Collaborations**

Comité de rédaction :  
Vivian Barbot Lymburner  
Suzanne Biron  
Nancy Burrows  
Marie-Anne Poussart  
Sylvie Perras

Ont collaboré à ce bulletin spécial :  
Gisèle Ampleman  
Denise Boucher  
Denise Caron  
Françoise David  
Maureen Dennie  
Janice Harvey  
Diane Matte  
Ginette Richard

Conception graphique (édition papier): Rouleau-Paquin Design Communications

Impression (édition papier): Payette & Simms Inc.

Photographes :  
Denise Dextraze  
Caroline Hayeur  
Julie Lanctôt

Traduction :

Le texte de Janice Harvey (page 13) et certains extraits des entrevues ont été traduits en français par Maria Teresa Cao.

Ce bulletin spécial a été tiré à 10,000 exemplaires. Il est publié par la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, 110, rue Ste-Thérèse, bureau 307, Montréal, Québec, Canada H2Y 1E6.

This Newsletter is available in English.

Este boletín está disponible en español.

Si votre organisme veut adhérer au projet de la Marche, vous devez faire parvenir un coupon d'adhésion. Pour en obtenir un exemplaire ou pour toute autre information, contactez-nous.

Téléphone (1) 514-395-1196 Télécopieur (1) 514-395-1224.

Adresse électronique : [marche2000@ffq.qc.ca](mailto:marche2000@ffq.qc.ca).

Site Web : [www.ffq.qc.ca](http://www.ffq.qc.ca)



---

[ [Accueil](#) ]